

III/ Femmes et hommes face à la crise

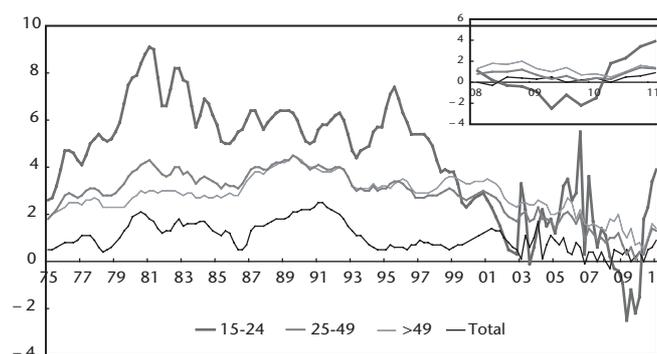
Marion Cochard, Gérard Cornilleau et Hélène Périvier

La crise économique et financière, qui a touché l'économie française début 2008, a été lourde de conséquences sur le marché du travail. Le ralentissement brutal de l'activité économique a conduit à une montée du chômage rapide et massive. Mais cette dégradation de l'emploi n'a pas affecté les femmes et les hommes de la même manière. La segmentation sexuée du marché du travail est toujours très marquée : les femmes et les hommes n'évoluent pas sur les mêmes segments du marché du travail. Or la crise actuelle s'est concentrée sur certains secteurs d'activité, notamment le BTP et l'industrie, secteurs dans lesquels les hommes sont particulièrement présents. Cela explique le caractère sexué des effets de cette crise sur l'emploi. L'analyse de son impact dans une perspective de genre questionne plus largement notre organisation sociale qui, malgré les avancées des dernières décennies, reste figée sur une division sexuée du travail qui constitue une entrave à l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'impact sexué de la crise économique

Si l'on se concentre sur les grands indicateurs d'emploi et de chômage, il ressort que les hommes ont été particulièrement touchés par le retournement conjoncturel entre 2008 et 2009. Le taux de chômage au sens du BIT des femmes s'est accru moins fortement que celui des hommes, même si depuis le début de l'année 2010 le chômage des hommes est en repli alors que celui des femmes continue à monter. Cette évolution du chômage spécialement forte

Graphique 1. Évolution de l'écart du taux de chômage entre les femmes et les hommes, par tranche d'âge, sur longue période en France



Source : INSEE.

pour les hommes a accéléré le mouvement de réduction de l'écart de taux de chômage entre les sexes [Coquet, 2004]. Alors qu'il a longtemps été défavorable aux femmes, cet écart avait déjà tendance à se réduire depuis quelques années, de façon plus marquée après le fort ralentissement économique de 2001 (graphique 1).

Ces grandes tendances valent pour l'ensemble des actifs. Une analyse plus fine de la crise actuelle montre que les jeunes ont été, comme toujours, les plus affectés par la montée du chômage avec une évolution très volatile de l'écart entre les sexes : les jeunes hommes ont été les premières victimes de la crise, puis la situation a basculé aux dépens des jeunes femmes, qui ont vu leur taux de chômage s'envoler en fin de période. En revanche, contrairement aux crises précédentes, l'emploi des seniors, hommes et femmes, a été particulièrement préservé durant la dernière récession.

Globalement, les évolutions de long terme sur le marché du travail montrent que l'emploi des hommes est sensible à la conjoncture. Il reflue massivement en période de crise ou de ralentissement de l'activité, alors que celui des femmes résiste mieux. Dans la phase de reprise, l'emploi des hommes repart plus vite et plus fortement que celui des femmes. En revanche, quel que soit l'état de la conjoncture, les femmes sont structurellement

désavantagées par des formes d'emploi dégradés ou atypiques, notamment par le temps partiel et le sous-emploi.

Un marché du travail segmenté

Comment expliquer ces différences de sensibilité à la conjoncture de l'emploi des femmes et des hommes ? La segmentation forte du marché du travail est un élément explicatif central du caractère sexué de l'impact de la crise économique. Cette répartition de l'emploi selon le sexe prend sa source dans la division sexuée du travail, qui elle-même repose sur des normes sociales de genre qui attribuent à chaque sexe un rôle spécifique dans la société : aux femmes le soin, l'éducation des enfants, le social, etc. Aux hommes la production de biens, l'ingénierie, etc.

La marchandisation d'une partie des tâches familiales a ouvert à beaucoup de femmes un marché du travail qui leur était pendant longtemps fermé ou inaccessible. Mais les tâches qu'elles effectuaient auparavant dans la sphère privée sont pour la plupart toujours réalisées par des femmes. Par exemple, plus de 99 % des assistantes maternelles ou des employées de maison sont des femmes, contre seulement 20 % des informaticiens [Méron, Obka et Viney, 2006]. Au total, il faudrait que 25 % de la population active change de profession pour atteindre un équilibre sexué des métiers. Les hommes sont ainsi fortement représentés dans les secteurs industriels et le bâtiment (70 à 90 % de l'emploi dans ces secteurs), secteurs qui sont traditionnellement sensibles aux crises économiques, et celle que nous vivons ne fait pas exception sur ce point.

Une crise sectorielle sur un marché du travail segmenté

En France, les secteurs de l'industrie et du bâtiment — qui ne représentent respectivement que 12 et 5 % de l'activité économique aujourd'hui — expliquent à eux seuls les deux tiers de la baisse du PIB au cours de l'actuelle crise. La valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière s'est effondrée de 16 % entre début 2008 et début 2009, contre 3 % pour les services marchands [OFCE, 2011]. Face à la chute du secteur industriel, une réaction en chaîne s'est produite affectant les services, au premier rang desquels les activités au service de l'industrie : transports, télécommunication... sous-secteurs où justement les hommes

sont présents. Les femmes, quant à elles, sont surreprésentées dans les secteurs non marchands (principalement l'éducation ou la santé) ou dans les services à la personne (qui comptent plus de deux tiers de femmes), secteurs jusque-là épargnés par la contraction de l'activité économique.

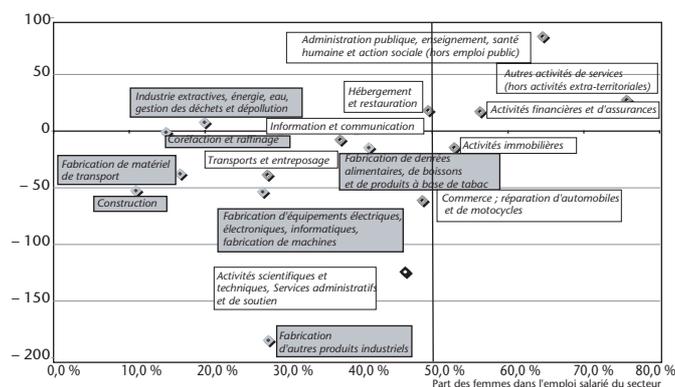
Le graphique 2a indique comment la crise économique a — jusqu'à aujourd'hui — moins affecté les secteurs dans lesquelles les femmes sont surreprésentées (administration publique, santé et action sociale, éducation...) et a fortement touché les secteurs dans lesquels les hommes sont surreprésentés comme l'industrie, et le bâtiment. Une analyse plus fine de l'évolution détaillée du secteur des services durant la crise montre que les sous-secteurs qui ont été frappés par le ralentissement économique sont ceux dans lesquels les hommes sont particulièrement actifs, comme les services aux entreprises du type transports, information et communication, et les activités scientifiques (graphique 2b).

L'effet stabilisateur des amortisseurs sociaux et de la mise en place de politiques de relance a permis au secteur non marchand de conserver une trajectoire positive, et à l'emploi de continuer sa progression sur ce segment du marché du travail. Par ailleurs, ces activités sont au cœur du fonctionnement de nos sociétés : le secteur public et le social en général ne se contractent pas face à la récession, du moins pas dans un premier temps, car malgré la crise, il faut bien continuer à soigner des malades, à éduquer les enfants... Leur dynamisme est davantage soumis aux orientations des politiques publiques qu'aux aléas de l'activité. La crise économique les affecte néanmoins indirectement lors de l'instauration des plans d'austérité. Ces derniers s'accompagnent d'une réduction des dépenses publiques dont ces secteurs sont dépendants.

Le rôle explicatif de la segmentation sectorielle du marché du travail dans l'impact sexué de la crise est renforcé par le fait que l'industrie et le bâtiment sont les activités qui recourent le plus à l'emploi intérimaire (plus de 9 % de l'emploi salarié dans ces deux secteurs, contre moins de 1 % dans les services), ce qui permet des ajustements quasi instantanés sur le marché du travail au moment des phases de récession. Les destructions d'emplois y ont donc été à la fois massives et rapides, notamment au tout début de la crise, ce qui explique l'effondrement, parfois spectaculaire selon l'âge et dans certains pays, de l'emploi des hommes [Cochard, Cornilleau et Heyer, 2011]. Ainsi, la forte réaction du chômage des jeunes hommes au début de la crise s'explique par leur concentration

Graphique 2a. Variation de l'emploi dans les secteurs selon la part des femmes dans l'emploi salarié dans chaque sous-secteur

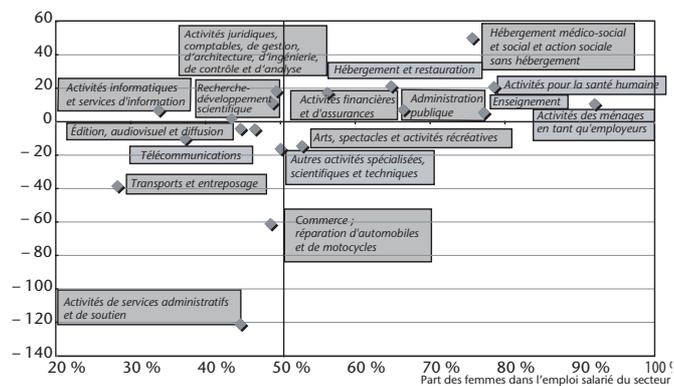
Variation de l'emploi entre 2008 T1 et 2010 T2, en milliers



Sources : INSEE, calculs des auteurs.

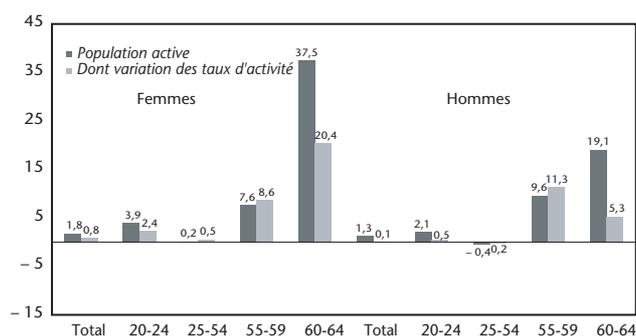
Graphique 2b. Variation de l'emploi dans les secteurs des services selon la part de femmes dans l'emploi salarié dans chaque sous-secteur des services

Variation de l'emploi entre 2008 et 2010 T2, en milliers



Sources : INSEE, calculs des auteurs.

Graphique 3. Variation de la population active 2008 T2-2010 T2 en France



Lecture : Pour la tranche d'âge de 25-54 ans, la population active des femmes française a augmenté de 0,2 % entre le 2^e trimestre 2008 et le 2^e trimestre 2010, alors que le taux d'activité a augmenté de 0,5 % ; la différence entre les deux mesure l'effet lié aux mouvements démographiques.

Sources : Eurostat, calculs des auteurs

dans les emplois précaires et faiblement qualifiés dans les secteurs les plus exposés.

Un avenir incertain...

Au regard de l'ampleur de la dégradation du marché du travail depuis 2008, l'emploi des femmes a donc été, à ce jour, préservé relativement à celui des hommes. En période de récession économique, elles bénéficient de leur spécialisation sur le marché du travail qui, en revanche, pèse sur leur carrière professionnelle (en termes de type d'emploi, de salaire, d'accès aux responsabilités, etc.). Les secteurs dans lesquels elles sont concentrées ont été moins sensibles à la première phase de la crise, période au cours de laquelle la crise financière a plongé l'industrie et le bâtiment dans un abîme sans précédent depuis les années 1930.

Mais, les pays s'engagent désormais dans une phase de rigueur budgétaire et de coupes dans les dépenses publiques [Leschke et Jepsen, 2011]. Nous abordons aujourd'hui cette

seconde phase qui devrait peser dans les prochaines années sur l'ensemble du secteur public et social, secteurs clés pour le maintien de l'emploi des femmes. Elles seront certainement particulièrement concernées par les effets de la rigueur. Elles subiront les réductions d'effectifs annoncées dans le secteur public. Par ailleurs, les baisses d'emplois dans le social vont intervenir alors même que les besoins, notamment ceux liés à la hausse de la dépendance et aux difficultés sociales engendrées par la crise, vont s'accroître. On peut donc s'attendre en outre à une dégradation des conditions de travail qui affectera la qualité des emplois majoritairement occupés par des femmes.

Repères bibliographiques

COCHARD M., CORNILLEAU G. et HEYER É., « Les marchés du travail dans la crise », *Économie et Statistique*, n° 438-440, 2011.

COQUET B., « Les femmes françaises face au chômage : une inégalité en déclin », in MILEWSKI F. et PÉRIVIER H. (dir.), *Travail des femmes et inégalités*, *Revue de l'OFCE*, n° 90, 2004.

LESCHKE J. et JEPSEN M., « The economic crisis- challenge or opportunity for gender equality in social policy outcomes ? », *Working Paper*, n° 2011-04, ETUI, 2011.

MÉRON M., OBKA M. et VINEY X., « Les femmes et les métiers : vingt ans d'évolutions contrastées », *France, Portrait social*, INSEE, 2006.

OFCE, « Le syndrome du poisson rouge, perspectives 2011-2012 pour l'économie mondiale », *Lettre de l'OFCE*, n° 117, 2011.